

## **Trade and Development Board**

### **Item 2(c)**

**Enrayer les fuites financières et mobiliser des ressources intérieures et internationales pour réaliser les objectifs de développement durable**

**Tuesday, 5 June 10.00 a.m.-1.00 p.m.**

### **Ms. Isabelle Durant, Deputy Secretary General - Speaking points**

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Chers panélistes et experts du commerce et du développement,

Chers Collègues,

Bienvenue à tous. La discussion à Haut Niveau qui nous attend ce matin est loin d'être simple mais elle est, j'en suis convaincue, essentielle.

Nous le savons, les ambitieux objectifs du développement durable ne pourront être atteints qu'avec la mobilisation de ressources nationales et internationales. C'est une responsabilité commune de tous ceux qui ont souscrit aux ODD, pays développés et pays en développement.

L'un des meilleurs moyens d'obtenir ces ressources, c'est précisément d'endiguer les nombreuses fuites financières qui ont permis aux inégalités de perdurer et de se creuser entre les pays.

Ces fuites financières, nous le savons, pénalisent surtout les pays africains et les pays les moins avancés par rapport au reste du monde, mais les inégalités sont par ailleurs également présentes pour la même raison à l'intérieur des pays, y compris dans les pays développés.

Je suis donc impatiente, chers panélistes, d'entendre vos propositions que j'espère les plus concrètes possible, quant à l'action à engager pour atténuer les inégalités dues aux fuites financières, telles que les pertes fiscales, les flux financiers illicites, la falsification de factures et la corruption.

Endiguer les fuites financières et faire en sorte que les mesures adoptées à cette fin viennent en renfort des autres mesures prises pour réaliser les objectifs de développement durable et, au bout du compte, à assurer la prospérité pour tous.

Répondre à ce défi est extrêmement complexe et sensible, en particulier pour les pays à faibles revenus qui en sont les plus grandes victimes.

Si des cadres réglementaires doivent être adoptés dans ces pays, c'est aussi et surtout dans les pays par lesquels transitent ou où atterrissent les bénéfices de ces flux qu'il faut adapter et plus encore cibler les règles.

Car il faut éviter que par des règles mal calibrées, on ne multiplie encore les charges qui pèsent sur PME et start-ups qui font vivre les communautés. L'équilibre à trouver est donc délicat. J'espère aussi que la question de la non-impunité sera également discutée.

Avant de vous laisser nous éclairer, j'aimerais souligner et saluer la présence de deux ambassadeurs qui nous viennent de New-York, particulièrement impliqués dans la discussion de ces sujets à New York, et qui dès lors incarnent le souhait de la CNUCED de renforcer les liens entre le travail établi à Genève et le nécessaire suivi new-yorkais.

Je vous remercie pour votre attention.